

École inclusive : l'Inspection académique en Seine-Maritime supprime des postes d'enseignants spécialisés

Thomas DUBOIS

3-4 minutes

À l'heure des déclarations de bonnes intentions en faveur d'une école plus inclusive, voilà une décision qui passe mal. Selon le SNUipp, syndicat enseignant majoritaire dans le premier degré, une rencontre est prévue jeudi 13 février 2020 dans les locaux de l'Inspection académique de Seine-Maritime, suite à l'annonce du retrait des postes d'enseignants spécialisés au sein des Centres médico-psychopédagogiques (CMPP) du **Havre** et de la région rouennaise (**Rouen, Canteleu, Le Houlme, Maromme, Barentin**).

Un appel au rassemblement a été lancé, tandis que se tiendra la réunion entre les représentants de l'Académie et ceux de l'association Pep (Pupilles de l'enseignement public) 76, gestionnaire des établissements concernés, qui espère bien faire changer d'avis l'Éducation nationale. Car si cette décision ne concerne que quatre postes, « *c'est totalement contradictoire avec le discours actuel* », souligne **Christine Duparc**, enseignante spécialisée auprès des CMPP de l'agglomération rouennaise. Son métier : « *Redonner confiance aux enfants et adolescents, leur faire prendre conscience de leurs capacités, favoriser leur désir d'apprendre* », résume-t-elle.



A partir de 1€

L'ABONNEMENT NUMÉRIQUE

- Accès à 100% des contenus sur le site web
- Votre journal et ses suppléments en version numérique

JE M'ABONNE

« Le pont entre

le soin et l'école »

Rattachés aux CMPP, ces enseignants agissent également au sein des établissements scolaires, dans « *un rôle d'alerte, d'observation* », précise Christine Duparc. Qu'il s'agisse d'intervenir face à une suspicion de troubles autistiques, ou d'accompagner « *des familles souvent fragilisées* »... En bref, « *nous sommes le pont entre le soin et l'école* », affirme Christine Duparc.

La situation est parvenue jusqu'aux oreilles du député seinomarin **Sébastien Jumel** (PCF), qui a interpellé le ministre de l'Éducation nationale, **Jean-Michel Blanquer**, mardi 11 février à l'Assemblée nationale. « *Nous sommes en train de progresser (...) et nous allons notamment créer des postes d'AESH [Accompagnants d'élèves en situation de handicap, NDLR] à la rentrée prochaine (...), je crois que c'est très important* », a répondu ce dernier, renvoyant vers les annonces faites le même jour par **Emmanuel Macron**.

Christine Duparc reste convaincue que cela ne remplacera pas le travail accompli par les enseignants spécialisés des CMPP. Quant à son avenir et celui de ses trois collègues, destinés à revenir dans le giron de l'Éducation nationale, « *pour l'instant nous ne savons rien* ». Les Centres médico-psychopédagogiques des Pep 76 accueillent « *plus de 2 000 enfants et adolescents de zéro à vingt ans ayant des difficultés psychologiques et/ou comportementales, et/ou scolaires, et/ou développementales* », rappelle le SNUipp.